

Ne le lui demandez surtout pas de faire le tri entre les hommes puisque sa religion est faite depuis longtemps : chacun doit trouver sa place dans cette entreprise de tri sélectif unique en France. Pas de discrimination à l'embauche, pas d'exclusion dans le travail, la chance pour tous de redémarrer socialement et souvent – humainement : Patrick Vandamme incarne un combat aujourd'hui maîtrisé pour rendre leur dignité aux laissés pour compte de notre société moderne. Les échoués de la vie font escale à Halluin pour trier 65 000 tonnes annuelles de verre, du papier ou du carton. Et alors ? Le patron le sait, l'insertion réussie est la première des motivations de ses 180 salariés pour avancer dans une vie difficile. « Je traduis des idéaux de solidarité et de conscience environnementale dans un fonctionnement industriel », résume l'hyperactif sexagénaire. Ici, on ne montre pas du doigt et on ne tue personne pour la carrière ou la bienveillance d'un chef. Patrick Vandamme (l'homme et le chef d'entreprise) y croit. Les haines et les rancoeurs subies dans l'enfance font désormais récolter les beaux fruits du partage et de la reconnaissance. La ville ? Omniprésente pour forger un caractère trempé et épanouir un militantisme de ressources (si possible) humaines. Son principe ? Comme au travail, comme dans la vie, omnipotente pour n'oublier ni exclure personne ; envisagée d'abord, pour tout dire, comme le meilleur outil d'intégration sociale afin de retisser des liens et développer les solidarités. Vaste programme !

Yannick Boucher

Patrick Vandamme, directeur général de Trisélec à Halluin

Du tri et des hommes

Vous avez vécu quasiment toute votre vie à Roncq, près de Tourcoing. Pourquoi un tel attachement ?

« Je suis né dans cette ville que j'ai quitté très récemment, à l'aube de mon soixantième anniversaire, pour Tourcoing, la grande ville voisine. J'ai grandi dans un village de 3 000 habitants, en voyant le jour rue de la révolution (prémonitoire !). Roncq est à présent une ville de 14 000 habitants, décrite comme la banlieue chic de Tourcoing. Mon père était un militant chrétien, tolérant, côtoyant les communistes qui dirigeaient la ville (qui passe à droite en 1983). Il fut marié en 1942 sur proposition du curé de Roncq ! J'ai grandi dans une maison en plein centre ville, juste en face du presbytère et je fus bien sûr enfant de chœur... Autant le dire, mon enfance fut difficile. J'ai vécu la maison de redressement pendant deux ans, à l'âge de sept ans. J'en ai même été viré !... »

Avez-vous en tête une émotion ou une image forte sur Roncq, une odeur, un souvenir plus particulier que les autres ?

« J'étais un enfant perturbé donc perturbateur. Je me souviens des bagarres contre la bande d'Halluin, le dimanche après-midi. Je déclenchai la sirène pour faire sortir les pompiers, je démontais les poignées de bus pour faire tomber les gens... Dans la ville, j'avais mes caches, comme à la Montagne, dans un blockhaus, au fond d'un parc de Roncq. Je me souviens des feux de la Saint-Jean et de la ducasse, en octobre et à la Pentecôte, on pouvait draguer et ce furent mes premiers émois sentimentaux, tout le monde était mélangé. Je me souviens aussi de la Tête d'Or, mon fief. Du café près de l'église qui abritait la philharmonie, les bals, les débats politiques. Je me souviens avec émotion des champs de patates l'été, des foins ou des classes de neige de la ville, les premières de France, et des prières que je devais faire à l'école privée Saint-Joseph, en pensant aux petits enfants laïcs, les pauvres, on les voyait inférieurs, c'était terrible, ils ne croyaient pas en Dieu !... Moi, j'ai uriné dans le bénitier, ou mis de l'encre, selon mes humeurs, visé la rosas avec ma fronde etc. J'en voulais à l'Eglise qui ne voulait pas que mon père soit assis au premier rang à la messe, comme les notables. A sept ans, je suis devenu anticlérical. Mon père, je l'ai vu mourir de maladie sous mes yeux, chez moi, j'avais 15 ans et déjà de la haine contre ceux qui l'ont exclu. Ma capacité de leader, mon goût pour la provocation, je les explique par ma volonté de rendre justice à mon père, par des combats contre ceux qui manquent de respect. Je trouve la société excluante, avec des cloisons et des murs à abattre, sans acceptation sociale de la différence de l'autre. La ville elle-même reproduisant ces problèmes. »

Vous voulez dire que l'évolution de la ville ne s'est pas opérée comme vous le souhaitiez ?

« C'est exact. Aujourd'hui elle s'embourgeoise, avec des quartiers de standing qui excluent les familles d'origine. Cela devient inflationniste. J'ai des enfants qui ne peuvent pas habiter à Roncq, une ville où ils ont grandi mais qu'ils doivent quitter, faute de moyens. C'est vraiment regrettable. Il y a des programmes sociaux, mais pas suffisamment. La ville devient dortoir et ma crainte est celle d'une ville qui aura tellement grignoté sur sa campagne qu'elle ne sera plus aussi rurale (c'est déjà le cas) et qu'elle perdra sa qualité de vie. Avant, je faisais 100 mètres pour me retrouver dans les champs comme je faisais 100 mètres pour me retrouver dans le centre ville. L'évolution de ma ville est globalement une déception. On n'y respire plus et on exclue toujours plus ceux qui ont moins d'argent ».

De ces points de vue, Roncq vous semble-t-elle être une ville différente des autres villes de la région, prises globalement ?

« Je crois malheureusement que la tendance est visible dans de nombreux endroits du Nord-Pas-de-Calais. Les villes du Nord sont considérées et ressenties comme des villes accueillantes, chaleureuses, avec une grande capacité festive et solidaire. Mais on crée toujours plus de villes qui séparent

les lieux de vie des lieux de travail. Les gens partent habiter en périphérie ou les plus riches s'octroient les résidences en centre villes. En ville, aujourd'hui, c'est comme si on ne voulait plus des usines, des endroits où l'on travaille avec les mains, ses bras ou des machines. On ne veut plus que du tertiaire, de l'ingénierie, du haut de gamme dans les services et dans des visions étriquées de nombreux élus locaux. L'agriculture ne fait plus travailler les gens et on ne veut plus des usines. Qu'elle est alors la solution pour résoudre le chômage ? Les choix urbains ne sont jamais neutres et on le voit quand on crée des quartiers ghettos dans des villes de plus en plus excluantes. L'habitat pour l'habitat, uniquement pour loger des gens, c'est une solution de facilité, après tout. Mais on incite les gens à la révolte, ceux qui ne profitent pas de ces aménagements réservés à une petite partie de la population. Je crois que la ville met alors les gens en souffrance et cela n'est pas normal car elle doit être conçue pour tous, pour vivre ensemble ».

Faut-il réduire la ville, le fait urbain, à son rôle intégrateur ?

« Ce rôle est essentiel à mes yeux. La ville doit être le lieu d'épanouissement social, culturel, sportif, politique etc. des individus et des familles qui l'habitent. Voyez Trisélec. Plus de 20 % des salariés ne savent pas lire et écrire, nous avons une vingtaine de nationalités, certains sortent de prison, d'autres viennent de la rue ou de situations extrêmement précaires. Or, elle est un modèle d'intégration. Les conflits sont rares, tout le monde se respecte, chacun y trouve le droit à s'élever, à se remettre debout, malgré l'activité ingrate de l'usine. Car c'est une usine et sa localisation fut un combat. Pas d'usine comme celle-ci trop près du centre ville ! Nous, vous comprenez, on fait le sale boulot mais il y a des gens qui ne seront jamais bac + 5... Et pourtant, ici, on ne sélectionne pas, on ne pose aucune question à l'embauche, il n'y a qu'un essai professionnel d'une heure car le tri des déchets, c'est difficile, il faut pouvoir suivre et supporter ».

Quelle est votre vision de la ville idéale ?

« La ville idéale devrait être comme cette entreprise et laisser vraiment sa chance à tout le monde. J'en suis persuadé, on peut faire la ville autrement mais cela nécessite un minimum de courage politique. Faut-il croire en la ville intégratrice ? Avant tout le monde se connaissait à Roncq et les personnes âgées expriment souvent ce sentiment de distance, d'éloignement social. Il s'agirait alors de penser global et de voir l'avenir dans un intérêt collectif, sans négliger de réconcilier l'urbain et le rural. Pour que tout le monde puisse trouver sa place, que la ville soit économiquement accessible à tous pour rendre service au plus grand nombre. La communauté urbaine de Lille a récupéré une compétence économique mais je crois qu'elle manque de vision puisqu'elle ne fait pas ce qu'il faut pour redensifier la ville, la reconstruire sur elle-même, faire en sorte qu'on ne la quitte pas pour aller vivre en périphérie, en « périurbain » comme on dit... »

Que pensez-vous de l'idée de créer un centre régional d'interprétation de la ville ?

« Elle est excellente car nous devons adopter une culture du possible. Ce centre devrait promouvoir par l'exemple, recenser les bonnes pratiques. On devrait y voir beaucoup de reportages, des visites avec des commentaires. Il faut aller sur place, rencontrer les gens le plus possible, faire des entretiens, y compris de ceux qui ont changé d'avis, à un moment donné, pour renoncer à des mauvais choix, ceux qui ne sont pas utiles au plus grand nombre par exemple. Ce centre pourrait être un campus virtuel, pourquoi pas en collaboration avec les télévisions locales, régionales et plus largement avec toute la presse régionale ? Cette ambition devrait être partagée pour réfléchir en citoyens sur l'évolution des villes, des espaces et des territoires. Il faudrait travailler sur des propositions d'amélioration du cadre de vie, interroger les urbanistes sur le rapport entre le logement et l'emploi. Le développement urbain doit passer par celui des populations. On le voit avec les illettrés, avec les pratiques d'apprentissage, pour des gens qui se sentent acceptés, qui retrouvent ainsi de la confiance. Une dernière chose, si l'on veut vraiment vulgariser cette grande réflexion sur la ville, il faut préférer le multimédia à la conférence. Merci de penser aux étrangers et aux illettrés... ».

Propos recueillis par Yannick Boucher, journaliste.